

Frontières Togo-Ghana

De la nécessité d'échanges diplomatiques plus soutenus

Le Ghana se défend face aux soupçons venus de Lomé. Le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, a rejeté mercredi le 23 juillet 2025, devant le Parlement, les accusations selon lesquelles des leaders des manifestations ...



PAGE 3

DÉVELOPPEMENT



Identité, justice, santé

Le Pnud et le Togo, partenaires d'un développement humain durable

Le Togo avance à coup sûr avec l'appui de ses partenaires, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le Rapport annuel 2024 du Pnud ...

PAGE 8

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Témoignages de Mme Amédoumé Abra, revendeuse de bouillie

« Ce crédit m'a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux » Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe ...

PAGE 2



Togo-Sénégal / Echanges fructueux entre

Le jeune doyen et le jeune président

Cette rencontre diplomatique entre Faure Gnassingbé, jeune doyen, comme le surnomme affectueusement le président ivoirien, Alassane Ouattara et le plus jeune président de la sous-région ouest-africaine, Bassirou Diomaye Faye, a été marquée par des échanges approfondis. Elle a permis d'aborder ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Accident à Tchindique : 8 morts et des blessés

Le village de Tchindique, dans le canton de Pana dans les Tônes, a été le théâtre d'une tragédie glaçante ce samedi vers 17h30. Un minibus burkinabè revenant du marché de Tangueta au Bénin, ayant à son bord des passagers et des marchandises, a dérapé dans un virage et plongé dans un ravin.

Le choc est brutal : "huit (08) morts dont 04 femmes, 02 enfants, 02 nourrissons" et "vingt-un (21) blessés graves" évacués d'urgence au Centre hospitalier régional de Dapaong.

Dès le lendemain, le gouverneur Affoh Atcha-Dedji, accompagné de hauts responsables sécuritaires, s'est rendu au chevet des victimes pour transmettre le soutien du président du Conseil, Faure Gnassingbé.

Une réunion de crise a été convoquée le même jour. L'objectif : renforcer le respect du code de la route, éviter que ce type de drame ne se répète.

Le gouvernement présente "ses condoléances émues aux familles éplorées" et appelle à la vigilance sur les routes régionales.

PRÊT SCOLAIRE

LA RENTRÉE SCOLAIRE SANS STRESS

DISPONIBLE EN 24H

JUSQU'À 5 MOIS DE SALAIRE

0%

1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2025

REBOURSALE SUR

12 MOIS

REBOURSALE SUR

https://togo.coris.bank

 SOMMAIRE	Burkina Faso/Sécurité Les deux journalistes réquisitionnés par la junte libérés  P 4	Togo / Protection civile, réfugiés Résilience, solidarité et inclusion au cœur de l'action publique  P 6&7	Football/CAN féminine 2024 Les Super Falcons sur le toit de l'Afrique, les Black Queens au mérite  P 10
--	---	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Témoignages de Mme Amédoumé Abra, revendeuse de bouillie

« Ce crédit m’a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne “Echos des Bénéficiaires des produits FNFI”, Togo Matin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les expériences et témoignages d’une quarantenaire, Amédoumé Abra, revendeuse de bouillie, bénéficiaire du Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF).



Mme Amédoumé Abra

Les différentes institutions de microfinance partenaires du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) dans la distribution des produits ont chacune mis en place des différentes stratégies afin de pouvoir renforcer la sensibilisation et la communication vis-à-vis des différents bénéficiaires réels et potentiels des crédits. C’est le cas notamment de la mutuelle ASJD qui organise périodiquement, tous les seconds lundis du mois, des séances de sensibilisation et renforcement de

capacités. Ce jour, c’est le quartier de Bè-Kpota qui accueille les agents de crédit de la mutuelle ASJD. Au menu, des échanges de discussions avec le groupement Pomeneyo (Bien-être familial). Au nombre des membres du groupement, Amédoumé Abra, qui fait office de leader du groupe. “ Quand on est membre d’un groupement, il faut quelqu’un de dynamique, de forte, de persévérante, bref, quelqu’un qui puisse faire entendre raison à tous les autres membres du groupement. Moi personnellement,

j’ai toujours recherché l’information. J’ai toujours prêté oreille attentive à tout ce qui pouvait m’aider aller de l’avant. Et Justement le FNFI était une institution dont j’avais longtemps entendu parler. Très vite, les amies et moi, nous nous sommes constituées en groupe solidaire et nous avons suivi toutes les étapes du processus d’obtention du crédit.” Des étapes qui vont de la formation en techniques de création d’entreprise, en gestion de crédit, de quoi outiller les bénéficiaires sur la culture entrepreneuriale et renforcement en

éducation financière.

“ La formation a été très bénéfique pour nous, personnellement j’ai appris comment transformer une idée en activité génératrice de revenus, comment gérer efficacement un crédit et comment surtout rembourser dans les délais. Après tout le processus dont j’ai parlé, je suis rentré en possession de mon premier crédit APSEF, un montant de 30.000 FCFA qui m’a permis de pouvoir démarrer la fabrication et la commercialisation de la bouillie. Très vite au bout de 6 mois, je suis

parvenu à rembourser ce premier crédit et j’ai obtenu le second crédit de 40.000 FCFA. Ce crédit m’a permis de renforcer mon activité avec la fabrication et la commercialisation de petits gâteaux. Désormais avec mon activité, je me sens utile à quelque chose. Vous savez, dans nos sociétés africaines, la bouche qui n’a pas d’argent n’a pas droit à parole. On ne respecte une personne que lorsqu’elle a sous la main une activité génératrice de revenus”.

Le FNFI compte aujourd’hui parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté. Grace au FNFI et à ses différents produits, la vie a changé de manière positive pour des milliers de personnes. En effet, les femmes sont plus autonomes économiquement et les jeunes sont mieux insérés sur le plan professionnel. Cette initiative a permis de rendre une certaine fierté à ces populations vulnérables grâce à leur capacité nouvelle à prendre soin de leurs familles, de l’éducation de leurs enfants et de leurs besoins fondamentaux.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Luc Biova Rachid Zakari Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	---	--

Togo-Sénégal / Echanges fructueux entre

Le jeune doyen et le jeune président

Cette rencontre diplomatique entre Faure Gnassingbé, jeune doyen, comme le surnomme affectueusement le président ivoirien, Alassane Ouattara et le plus jeune président de la sous-région ouest-africaine, Bassirou Diomaye Faye, a été marquée par des échanges approfondis. Elle a permis d'aborder des questions bilatérales, continentales et internationales. Au plan bilatéral, les deux dirigeants se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Sénégal et le Togo.



Faure Gnassingbé (à gauche) et son homologue sénégalais

Cette rencontre diplomatique de haut niveau a été marquée par des échanges

approfondis sur les questions bilatérales, continentales et internationales. Au plan bilatéral, les deux dirigeants se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Sénégal et le Togo. Ils ont réaffirmé leur volonté de renforcer davantage leur partenariat dans l'intérêt de leurs populations respectives. Une attention particulière a été portée à l'intensification des échanges économiques et culturels entre les deux pays.

Les présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont salué

le climat de paix, de stabilité et de concorde nationale régnant au Sénégal et au Togo. Ils ont convenu de continuer à œuvrer activement pour préserver ces acquis, condition essentielle à la poursuite des processus de développement en cours dans leurs pays. Concernant la situation en Afrique de l'Ouest et sur l'ensemble du continent, les présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont émis le vœu de voir les crises actuelles rapidement résolues. Ils ont insisté sur la nécessité de trouver des solutions africaines et concertées pour garantir la paix durable, indispensable à un développement harmonieux de l'Afrique. À cet égard, le président sénégalais a félicité chaleureusement le président du Conseil de la République togolaise pour sa désignation comme médiateur de l'Union africaine (UA) dans la crise de la région des Grands Lacs. Il a émis le vif souhait que cette mission contribuera à une résolution rapide et pacifique de cette crise. Les deux dirigeants ont également salué

les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA), tout en appelant les pays non encore engagés à rejoindre ces initiatives porteuses d'intégration continentale. Sur le plan international, les présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont appelé à des solutions politiques et diplomatiques urgentes pour mettre un terme aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, dont les effets négatifs se font durement sentir dans de nombreuses régions du monde. Dans le domaine sécuritaire, ils ont exhorté tous les pays à renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics illicites, soulignant la nécessité d'une action collective face à ces menaces qui gangrènent le développement économique du continent. Face aux enjeux climatiques, les deux hauts responsables ont plaidé pour une intensification

de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les effets du changement climatique dont les conséquences économiques sont déjà visibles partout dans le monde.

Au terme de cette visite d'amitié et de travail, le président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a exprimé à son frère et ami, Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil de la République togolaise, au gouvernement et au peuple togolais, ses sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.

En signe de continuité de ce partenariat fructueux, le président sénégalais a invité le président du Conseil de la République togolaise à effectuer une visite officielle au Sénégal ; une invitation que le président Faure Essozimna Gnassingbé a acceptée de bonne grâce.

Edem Dadzie

Conseils municipaux

C'est la période de gestion des affaires courantes

Au Togo, les communes s'apprêtent à officialiser le renouvellement intégral de leurs Conseils municipaux, après les récentes élections locales. Dès que la Cour suprême proclamera les résultats définitifs, elles pourront passer à l'action.

Dans le cadre de la transition vers l'installation des nouveaux élus, le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation, et de la Chefferie coutumière, institution de tutelle des mairies, a précisé mercredi le 23 juillet 2025, une série de consignes administratives, afin de faciliter les passations de charges.

approuvées, en s'abstenant de tout engagement financier non essentiel, notamment pendant la période transitoire précédant l'installation des nouveaux Conseils ».

Par ailleurs, ils devront éviter « d'engager la collectivité au-delà des ressources disponibles, ni dans les projets ne relevant pas de leur gestion des affaires courantes ».

En outre, les élus devront régulariser toutes les situations en instance, « afin de donner une image fidèle de la situation réelle de la collectivité », a insisté le ministère.



Le colonel Hodabalo Awaté, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière

Concrètement, les premiers édiles et tous les acteurs impliqués dans l'exécution des budgets communaux sont invités à « exécuter les budgets dans les strictes limites des prévisions budgétaires

Pour rappel, les résultats provisoires du scrutin donnent le parti Union pour la République (Unir), grand vainqueur avec environ 75% des sièges remportés.

TM

Frontières Togo-Ghana

De la nécessité d'échanges diplomatiques plus soutenus

Le Ghana se défend face aux soupçons venus de Lomé. Le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, a rejeté mercredi le 23 juillet 2025, devant le Parlement, les accusations selon lesquelles des leaders des manifestations populaires au Togo utiliseraient le territoire ghanéen comme base arrière.

« Le gouvernement du Ghana n'a aucune connaissance de l'existence de bases ou de réfugiés politiques togolais organisant des manifestations depuis le Ghana. Ces allégations sont sans fondement et totalement infondées », a martelé le chef de la diplomatie ghanéenne.

Ces accusations interviennent dans un contexte déjà tendu depuis la vague de manifestations populaires qui a secoué Lomé entre les 5, 6, 26, 27 et 28 juin derniers, entraînant des arrestations. Selon Samuel Ablakwa, les autorités togolaises ont informé leurs homologues ghanéens de la fermeture, dès le 2 juillet, de tous les points de passage frontaliers non officiels « pour des raisons de sécurité ».

Cette mesure a, selon lui, limité la mobilité des habitants des communautés frontalières dépendant de ces corridors pour leurs activités économiques et sociales. « La décision aurait été prise sur la base de soupçons selon lesquels certains jeunes

leaders de la contestation auraient établi des bases au Ghana et coordonneraient leurs actions depuis l'autre côté de la frontière », ajoute le ministre.

Les principaux postes frontaliers d'Aflao et de Beat 9 restent toutefois ouverts, pour éviter un blocage total

les victimes ou les personnes arrêtées à Lomé », se félicite Samuel Ablakwa, précisant que l'ambassade du Ghana à Lomé a ouvert une ligne de communication d'urgence et intensifié les contacts avec la communauté ghanéenne.

Ce nouvel épisode illustre



Le poste frontière juxtaposé de Noépé entre le Togo et le Ghana

des échanges humains et commerciaux. Si la fermeture de ces points de passage a été effective dès le 2 juillet selon Accra, ce n'est que le 17 juillet que Lomé a officiellement annoncé la fermeture totale de ses frontières terrestres (de 0 h à 23 h 59) à l'occasion des élections municipales.

Face aux inquiétudes, le Ghana affirme suivre de près la situation de ses ressortissants vivant au Togo. « Aucun citoyen ghanéen n'a été signalé parmi

la fragilité des relations bilatérales entre Lomé et Accra, où la frontière, lieu d'intenses échanges humains et économiques, devient régulièrement un point de crispation. Les accusations togolaises et la réaction immédiate du Ghana soulignent l'urgence d'un dialogue diplomatique plus soutenu afin de dissiper les malentendus et éviter une montée des tensions dans une zone historiquement sensible.

TM et TBN

Burkina Faso/Sécurité

Les deux journalistes réquisitionnés par la junte libérés

Après quatre mois de réquisition forcée sur le front de la lutte contre le terrorisme, deux journalistes burkinabés, Guezouma Sanogo et Phil Roland Zongo, ont été libérés, dans un contexte marqué par une recrudescence des atteintes à la liberté de la presse au Burkina Faso. Un soulagement pour les familles, mais aussi un signal d'alerte pour les défenseurs des droits humains.

La nouvelle, confirmée mardi par Reporters sans frontières (RSF), survient quelques jours seulement après la libération de deux de leurs confrères également contraints à servir dans la zone de Fada N’Gourma, à l’est du pays.

Le président de l’Association des journalistes du Burkina (AJB), Guezouma Sanogo, et le journaliste de Femina FM, Phil Roland Zongo, avaient été interpellés fin mars, peu après avoir publiquement dénoncé la « propagandisation » des médias publics et exigé la libération de confrères réquisitionnés de force. Ces prises de position, tenues lors d’un congrès de l’AJB, leur avaient valu une arrestation musclée, puis une affectation militaire sur

le terrain.

Selon RSF, les deux hommes ont été réquisitionnés sous le couvert du décret de mobilisation générale, un instrument juridique adopté par la junte pour renforcer l’effort de guerre contre les groupes djihadistes. Mais pour de nombreux observateurs, ce décret, loin de se limiter à un cadre militaire, s’est mué en outil de répression politique, visant des voix critiques du pouvoir.

« Leur réapparition met fin à un calvaire qui n’aurait jamais dû exister », déclare Sadibou Marong, directeur Afrique de RSF, soulignant le caractère abusif de leur réquisition.

La junte militaire, dirigée depuis le coup d’État de septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré, est de plus en plus accusée de dérives autoritaires. Depuis mars, plusieurs journalistes ont été arrêtés, certains détenus secrètement ou envoyés au front, sans jugement ni procédure claire.

Le 24 mars, Boukari

Ouoba, vice-président de l’AJB, avait été arrêté le même jour que Guezouma Sanogo. Deux jours plus tard, Luc Pagbelguem, journaliste indépendant, était à son tour enlevé

sein de l’armée. Plusieurs hauts gradés, dont le général Evrard Somda, ancien chef d’état-major de la gendarmerie, ont été arrêtés pour des soupçons de « complot » ou de «

parfois de paravent à des atteintes graves aux libertés fondamentales. La réquisition de journalistes, inédite dans sa brutalité, marque une ligne rouge franchie, selon plusieurs



après un reportage sur ces arrestations. Si ces trois journalistes ont été libérés récemment, RSF alerte qu’au moins deux confrères demeurent encore affectés au front, dans des conditions inconnues.

Parallèlement, la junte poursuit ses purges au

tentative de déstabilisation des institutions républicaines ».

Le cas du Burkina Faso illustre de façon préoccupante les dérives potentielles des régimes militaires en Afrique de l’Ouest, où le combat contre le djihadisme sert

acteurs de la société civile. La libération des journalistes, bien que saluée, ne saurait faire oublier l’impératif de redevabilité, de justice et de respect des droits humains dans un pays en quête de stabilité.

T.M.

En un clic,
payez votre
TVM
par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FEDERER POUR BATIR
 www.otr.lg

Port de Lomé

Un terminal pétrolier flottant de 160 000 tonnes dès 2025

Vers août 2025, les eaux profondes de Lomé accueilleront un géant des mers. Un terminal pétrolier flottant de 160 000 tonnes métriques s'apprête à jeter l'ancre au large du Togo. Ce projet inédit, mené par le groupe singapourien United petro group (UPG), entend transformer la capitale togolaise en véritable carrefour stratégique des hydrocarbures en Afrique.

Le concept est simple mais audacieux : stocker en mer 60 000 tonnes d'essence et 100 000 tonnes de gasoil sur un navire géant, prêt à alimenter sans interruption des marchés majeurs comme le Ghana, l'Afrique du Sud ou encore le Mozambique. « Cette plateforme flottante

s'annonce dans un contexte où près de 70 % des surplus de carburants de l'Afrique de l'Ouest sont déjà stockés au large des côtes togolaises », rappelle



Un pétrolier flottant

la société. L'initiative vise à pallier les faiblesses des

infrastructures terrestres. Moins de 6% des capacités de stockage dans la région dépassent les 150 000 m³. En jouant sur cette lacune, Lomé s'impose

comme un maillon logistique incontournable du continent, porté par son

port en eau profonde et sa tradition de hub pétrolier. Mais ce virage stratégique n'échappe pas à la critique. Le milliardaire nigérian Aliko Dangote, à la tête d'un projet de raffinerie titanesque estimé à plus de 20 milliards de dollars, voit d'un mauvais œil ce terminal flottant. Il dénonce un système de « stocks flottants » utilisé selon lui par les négociants pour manipuler les prix, mettant en péril toute tentative de souveraineté énergétique régionale. « Je ne vois aucun projet majeur de raffinerie réussir tant que ce marché offshore de

Lomé existera », fustige-t-il.

Cette opposition incarne la fracture entre deux visions : celle d'un raffinage local et souverain, face à celle d'un commerce fluide, maritime, globalisé.

Entre ambition logistique et tension géopolitique, le Togo joue une partition délicate. Reste à savoir si cette plateforme sera une bouée de sauvetage énergétique pour la région... ou une ombre sur ses projets d'indépendance industrielle.

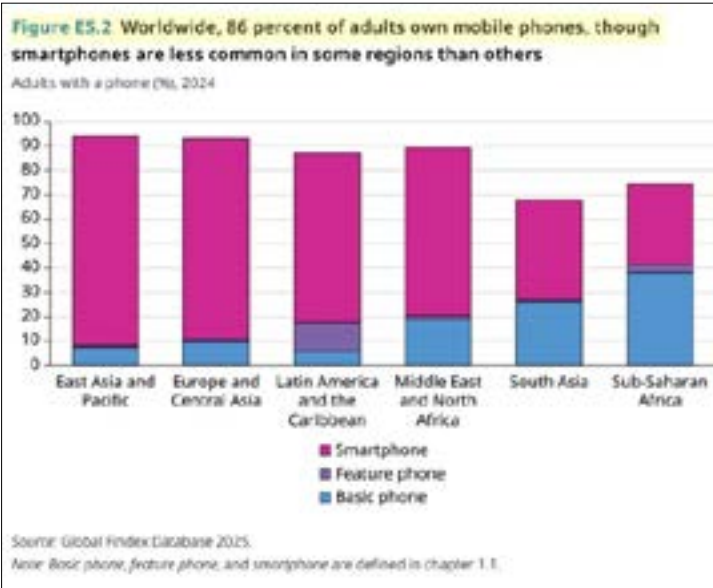
Edy Alley

Coûts numériques

L'Afrique subsaharienne à la traîne de l'inclusion digitale

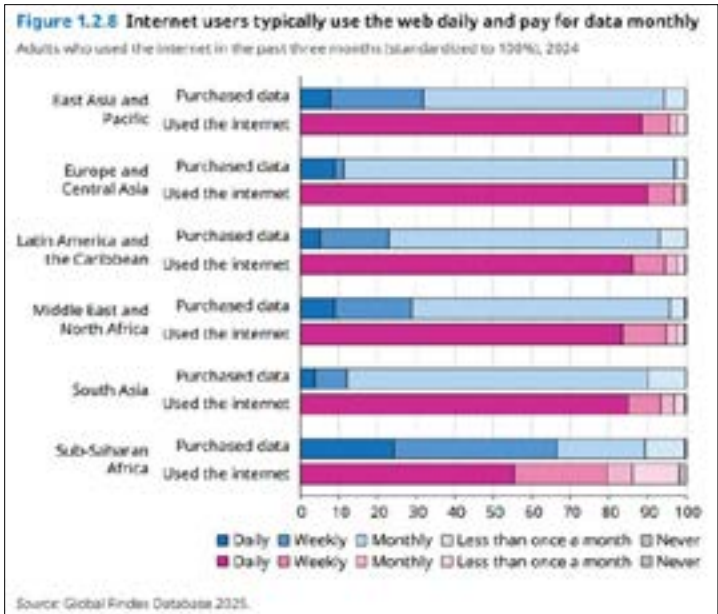
Malgré une pénétration croissante du téléphone mobile en Afrique subsaharienne, l'accès à Internet reste encore un luxe pour beaucoup. Le dernier rapport de la Banque mondiale, publié le 16 juillet 2025, lève le voile sur une fracture numérique toujours béante : « Le prix médian des données mobiles dans la région demeure le plus élevé à l'échelle mondiale ».

Dans une région où le téléphone mobile reste le principal moyen d'accès à Internet, le coût d'un gigaoctet de données dépasse en moyenne 2,4 % du revenu mensuel, alors que le seuil d'abordabilité recommandé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) est fixé à 2 %. Pour les 40 % les plus pauvres, cette part grimpe à 5 %, faisant du simple accès au web une dépense presque inaccessible. Et même si le coût des données a diminué ces dernières années passant de 3,5 % en 2022 à 2,4 % aujourd'hui, la fracture numérique



persiste. Le constat est implacable : à peine 45 % des adultes en Afrique subsaharienne ont utilisé Internet au cours des trois mois précédant l'enquête, contre 80 % dans d'autres régions du monde. Même chez les détenteurs de smartphones, seuls 55% se connectent quotidiennement. Les autres, contraints par le coût ou par la qualité du réseau, naviguent

rarement. Autre obstacle de taille : le prix des téléphones eux-mêmes. 77 % des adultes ne possédant pas de téléphones mobiles ont cité le prix exorbitant comme obstacle majeur. Pour les plus démunis, un téléphone d'entrée de gamme représente « environ 73 % du revenu mensuel ». La région affiche donc un taux de possession de



téléphone de 74 %, contre une moyenne mondiale de 86 %. À cela s'ajoute un usage encore dominé par les téléphones basiques. Sur les 18 pays au monde où ces appareils rudimentaires prédominent, 17 sont en Afrique subsaharienne. Et la sécurité numérique n'est pas en reste : Environ la moitié des adultes disposant d'un compte

mobile money n'ont pas de mot de passe sur leur téléphone portable. L'ère numérique promet monts et merveilles, mais en Afrique subsaharienne, elle reste bridée par le poids des fractures. L'inclusion numérique ne se fera pas sans un accès plus juste à l'Internet... et aux outils qui y mènent.

Edy Alley

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

www.pia-togo.com

Togo / Protection civile, réfugiés

Résilience, solidarité et inclusion au cœur de l'action publique

Les changements climatiques exacerbent la fréquence et l'intensité des phénomènes naturels. Face à cette situation dérangeante pour tous les pays côtiers de la sous-région, en particulier le Togo, l'Etat affine sa stratégie de protection civile afin de garantir la sécurité des populations et la préservation des biens. Cette situation touche les réfugiés et victimes des crises sociopolitiques.

Des inondations récurrentes aux vents violents, en passant par quelques incendies ici et là, les services togolais de secours et d'intervention d'urgence déploient des efforts constants pour renforcer leur dispositif de prévention et de gestion des catastrophes. Sous l'égide du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, plusieurs initiatives structurantes voient le jour. Des centres d'alerte précoce permettent de suivre en temps réel les données météorologiques et hydrologiques. C'est un système qui facilite l'anticipation des risques et la diffusion d'informations fiables aux communautés vulnérables. Aussi, le gouvernement investit dans le renforcement des capacités opérationnelles des secouristes, qui demeurent les premiers intervenants lors des situations d'urgence. Des équipements de secours modernes sont acquis, notamment des véhicules d'intervention polyvalents, des embarcations pour les secours en zone inondée et du matériel.

Protection civile et sinistres : évolution des indicateurs et mesures

Le rapport d'activités de l'Agence nationale de la protection civile (ANPC), bras opérationnel du ministère de la Protection civile, montre que le taux de la population résiliente dans les zones à risques a été de 22 % en 2024 et le sera encore cette année. Pour ce qui est du taux de couverture

des populations par des campagnes de sensibilisation sur les risques et les catastrophes, il s'est situé à 16 % en 2024 ; le même chiffre est attendu en 2025. Puis, le pourcentage de sinistrés assistés par l'ANPC est de 40 % l'année passée. Cette année, les autorités veulent faire augmenter ce taux pour le placer à 50 %. Cela suppose que la moitié du nombre total de sinistrés sur le territoire serait alors assistée. Ce taux progressera davantage au fil des années, grâce aux actions supplémentaires prévues.

En 2023, par exemple, le président du Conseil des ministres, Faure Gnassingbé, a répondu aux situations d'urgence et aux défis posés par le changement climatique en ordonnant que 4 500 personnes issues de 26 localités des communes Lacs 2, Bas-Mono 1 et Bas-Mono 2 bénéficient d'une assistance d'urgence. C'était à la suite des crues du fleuve Mono. Il s'agit d'action sociale inscrite dans le cadre du Programme d'urgence de solidarité aux populations sinistrées et du Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV), initiés par les dirigeants pour renforcer la résilience des communautés face aux aléas écologiques et soutenir les populations qui sont touchées par les catastrophes.

Par ailleurs, compte tenu de la mise en œuvre décentralisation dans le pays, des comités locaux de gestion des catastrophes sont instaurés dans les préfectures et les communes. Ces structures de proximité, composées de volontaires et de responsables locaux, assurent la prévention, l'alerte et la coordination des secours en attendant l'arrivée des équipes

spécialisées. Face à des défis environnementaux croissants, le Togo confirme sa détermination à protéger ses citoyens et à bâtir une société résiliente. Ces efforts traduisent la volonté du pays d'inscrire la protection civile au cœur des politiques de

médicales gratuites pour plus de 2 000 réfugiés vivant dans la région des Savanes. L'initiative traduit une volonté affirmée de garantir un accès équitable aux services sociaux de base pour les personnes qui, fuyant les violences ou les persécutions, ont trouvé

en charge en santé mentale, dépistages du VIH, du diabète et de l'hypertension artérielle. Elle inclut également la vaccination de routine des enfants, le traitement de la malnutrition ainsi que la distribution de moustiquaires imprégnées. Cette réponse



développement durable et de solidarité nationale.

Réfugiés : le Togo renforce ses mécanismes d'intégration

Dans un contexte sous-régional marqué par les déplacements forcés et les tensions sécuritaires, le Togo fait figure d'exemple par son engagement humanitaire et ses actions en faveur

refuge sur le territoire togolais. En collaboration avec des partenaires techniques et financiers, le gouvernement œuvre ainsi pour une intégration humaine, digne et durable de ces populations. La campagne de soins gratuits lancée dans le nord du pays se veut globale et inclusive. Elle comprend une gamme de services essentiels : consultations prénatales

sanitaire, qui concerne à la fois les réfugiés et les communautés hôtes, vise à renforcer la résilience collective dans les zones d'accueil. L'objectif est double : prévenir les crises de santé publique et témoigner la solidarité de l'État envers ceux qui ont tout perdu.

Au-delà des urgences sanitaires, le Togo a inscrit dans sa politique



des réfugiés et déplacés internes. Pour la cause, les autorités du pays ont lancé une vaste campagne de consultations

avec échographies obstétricales pour les femmes enceintes, consultations ophtalmologiques, prise

nationale des mesures ambitieuses en faveur de l'inclusion sociale des réfugiés, déplacés internes et apatrides.

Le gouvernement s'est engagé à intégrer 15 000 personnes vulnérables dans les projets de protection sociale non contributive et 5 000 autres dans les dispositifs d'autonomisation économique, avec une approche sensible au genre. Sur le plan éducatif, les efforts sont tout aussi notables. L'État garantit désormais l'accès à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur à 8 000 enfants réfugiés et déplacés internes, dans les mêmes conditions que les enfants togolais, grâce à la simplification des procédures d'inscription et à la délivrance des documents administratifs nécessaires à la scolarisation.

Conscient de l'enjeu que représente l'apatridie, notamment chez les enfants nés de parents étrangers, le Togo a engagé une révision en profondeur de son Code de la nationalité. Le nouveau texte prévoit l'attribution de la nationalité togolaise aux enfants nés sur le territoire national de parents étrangers, afin de prévenir toute situation d'apatridie à la naissance. Autre avancée majeure : la suppression de toute possibilité de déchéance de nationalité si cela devait entraîner l'apatridie. Ce renforcement du cadre juridique découle de la ratification, par le Togo, de la Convention des Nations unies sur la réduction des cas d'apatridie, consolidant ainsi son rôle de pionnier dans la sous-région. L'engagement du Togo est salué à l'international. En juin 2025, le pays a été désigné comme l'un des 4 bénéficiaires d'un financement de plus de 6,5 milliards de francs CFA de l'Union européenne, dans le cadre de l'initiative régionale Unité. Le but est de soutenir les populations déplacées fuyant les violences du Sahel, principalement du Burkina Faso, et d'aider les communautés hôtes à absorber cet afflux.

Ce projet, mis en œuvre par le HCR, l'OIM, l'Unicef et le PAM sur une période de 2 ans, permettra d'améliorer l'accès à l'éducation,

aux soins de santé, au logement, aux activités génératrices de revenus et au renforcement de la sécurité alimentaire. L'ambition est claire : faire de l'humanitaire un levier de développement durable. Avec près de 33 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivant sur son territoire, le Togo démontre qu'au-delà des discours, la solidarité est un principe actif de gouvernance. En octobre 2024, plus de 12 688 ménages vulnérables, représentant environ 63 440 personnes, avaient déjà bénéficié de kits alimentaires et nutritionnels dans les zones d'accueil, dans le cadre de la 3^e phase du programme CNAR-PAM.

Cet effort multisectoriel renforce la position du pays en tant que terre d'hospitalité et d'inclusion. Il traduit aussi une conception moderne de la gouvernance humanitaire, où chaque réfugié est vu non comme un fardeau, mais comme un acteur potentiel du développement local.

Hcrrun : référence dans la prise en charge des victimes

Au Togo, le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) continue sa mission de justice réparatrice et d'apaisement des mémoires. L'institution a ouvert le 16 juin 2025 à Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen, une nouvelle session d'indemnisation des victimes non vulnérables de l'incident de Bassar de 1992. Cette opération s'est étendue sur une durée de 6 jours, dans les locaux des Affaires sociales de la préfecture. Au total, 1 120 victimes non vulnérables sont prises en compte par cette mission de justice réparatrice et d'apaisement des mémoires. L'initiative s'inscrit dans le programme national de réparation mis en œuvre par le Hcrrun, en réponse aux recommandations issues des travaux de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR). Elle vise à panser

les blessures du passé à travers une prise en charge matérielle et symbolique des victimes des violences survenues en 1992 dans la préfecture de Bassar, entre les populations immigrées et les autochtones.

Outre le volet compensatoire, la démarche entend également contribuer au renforcement du

prise en charge psychomédicale par le Hcrrun, une approche intégrée qui répond à la fois aux besoins matériels et émotionnels des personnes affectées. Sur cette période, le programme a enregistré un taux de satisfaction impressionnant de 99,66 % parmi les bénéficiaires, un indicateur fort de l'efficacité des interventions menées. L'accent particulier

fonctionnement.

La cohésion sociale est une priorité pour le gouvernement, qui agit pour plus d'inclusion sociale en faveur des populations, avec un accent particulier sur le renforcement du capital humain et de la protection sociale. Pour y parvenir, les autorités mettent en œuvre diverses initiatives, telles que des projets



vivre-ensemble et à la consolidation de la paix marquée par les tensions. Cette nouvelle session est donc une étape importante du processus de réconciliation nationale. Pour mémoire, les événements de Bassar en 1992, encore appelés l'incident de Bassar, année à laquelle Dankpen n'était pas encore érigée en préfecture, ont été causés par l'arrivée des populations immigrées dans la localité, ce qui avait occasionné des violences entre elles et les populations autochtones. En 2024, 3 250 victimes ont bénéficié d'une indemnisation et d'une

mis sur les populations vulnérables a permis de soutenir 183 orphelins, renforçant ainsi l'accompagnement social des victimes les plus fragiles. Depuis le lancement du programme en 2017, le nombre total de victimes indemnisées par le Hcrrun s'élève à 30 493, représentant près de 80 % des personnes identifiées par la CVJR. Concernant les ressources mobilisées, elles s'élèvent à 27,6 milliards de francs CFA, dont 83,85 % (23,007 milliards de francs) ont été consacrés aux indemnisations financières et 16,15 % (4,592 milliards) aux dépenses de

de développement communautaire, des programmes de soutien aux jeunes et aux femmes et des actions pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

De même, un Fonds d'appui au secteur social (Fass) a été créé pour centraliser les ressources destinées au financement des initiatives sociales et garantir leur bonne utilisation. Par ailleurs, le Togo a mis en place des filets sociaux de base pour lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience des populations vulnérables.

Luc Biova

60 destinations sans visa

Le passeport togolais gagne 07 précieuses places dans l'Indice Henley 2025

Les efforts des autorités togolaises sur les plans sécuritaire et diplomatique portent peu à peu leurs fruits. L'un de ces fruits est le gain en crédibilité du passeport togolais. Cette crédibilité se traduit par un bond de 7 places du passeport togolais dans l'Indice Henley 2025.

Selon le dernier rapport de l'Indice Henley 2025 publié il y a quelques jours, le Togo occupe désormais la 76^e place mondiale sur 199 passeports évalués par Henley & Partners. Par rapport au classement de 2024, le passeport togolais a gagné 7 places.



Le passeport togolais gagne de plus en plus en crédibilité

En 2021, le pays se situait à la 94^e place. Depuis, il grimpe régulièrement : 89^e en 2022, 88^e en 2023, 83^e en 2024, pour atteindre aujourd'hui la 76^e position. Avec son passeport, un citoyen togolais peut

désormais se rendre dans 60 destinations sans visa. Une performance qui place le Togo devant plusieurs pays ouest-africains comme le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, tous classés 77^e avec 59 destinations.

Les meilleurs passeports

The Henley Passport Index est le classement officiel de tous les passeports du monde, en fonction du nombre de destinations accessibles sans visa préalable. Cet indice est basé sur des données exclusives de l'Association du transport aérien international (IATA)

et est enrichi par l'équipe de recherche de Henley & Partners.

En fonction des données reçues par Henley & Partners, le passeport le plus puissant du monde est celui du Singapour. Il est suivi par le Japon et la Corée du Sud qui occupent tous les deux la 2^e place.

Les passeports qui occupent la 3^e place sont les passeports du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de l'Irlande, de l'Italie et de l'Espagne.

Affo-Djèlè Alarba

Identité, justice, santé

Le Pnud et le Togo, partenaires d'un développement humain durable

Le Togo avance à coup sûr avec l'appui de ses partenaires, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le Rapport annuel 2024 du Pnud dessine les contours d'un pays qui, malgré les vents contraires, met en œuvre des solutions innovantes pour relever certains des défis de développement les plus complexes.

Au cœur de ces progrès : l'identité. Trop longtemps invisible, une partie de la population retrouve enfin une meilleure place. Grâce aux audiences foraines pour la délivrance des certificats de naissance, 14 800



personnes (8 880 hommes et 5 920 femmes) ont été reconnues officiellement. Une pièce essentielle qui

donne un plus grand accès à l'école, la santé et le droit. Autre avancée majeure : la numérisation. Dans

les municipalités comme dans les bureaux d'état civil, les solutions digitales s'imposent. Conséquence, un meilleur enregistrement des naissances, une administration qui se modernise, et un État qui se rapproche de ses citoyens.

Le nord du pays, longtemps marginalisé, bénéficie aussi de cette dynamique. Des forces armées, souvent perçues avec méfiance, deviennent pour la circonstance des soignants : "6 000 personnes ont reçu des consultations médicales

et des soins gratuits", grâce à l'appui du Pnud. Un geste fort pour renforcer la confiance entre les communautés et les forces armées.

Enfin, la justice se veut plus humaine et plus proche. Les centres de justice communautaire, soutenus par le Pnud, ont résolu plus de 90 % des différends par la médiation et la conciliation. Plus de 2 500 personnes ont ainsi trouvé des réponses sans procès, sans frais et sans violence.

La Rédaction

SERVICES & DÉTENTE



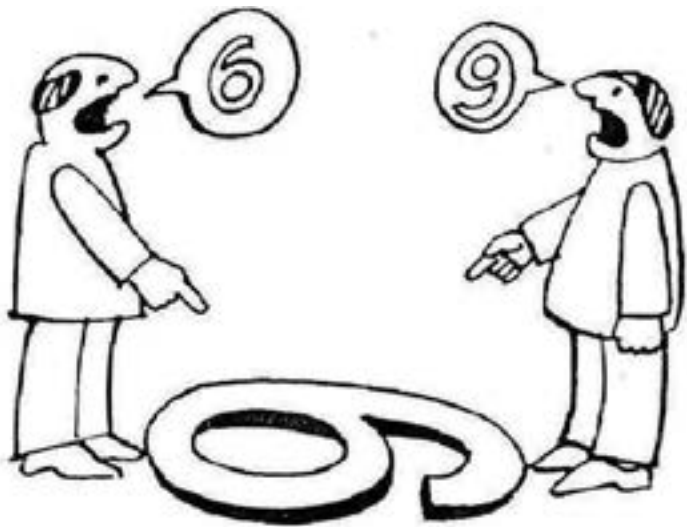
Pensées du jour

L'homme est l'espèce la plus insensée, il vénère un Dieu invisible et massacre une nature visible ! Sans savoir que cette nature qu'il massacre est ce Dieu invisible qu'il vénère !

Hubert Reeves



Vérité, Pluridimensionnelle



Voici la polémique: Un chiffre renversé; l'un dit 6 et l'autre 9. Qui dit vrai selon vous?

Deux nombres réels (6 et 0) se discutent au sujet de leur grandeur. 6 dit à 0 je suis plus grand que toi. 0 s'énervé attache la ceinture et devient 8 et dit à 6 parle encore... Subitement 6 se renverse et devient 9, et traite 8 d'enfoiré. 8 se couche au sol et devient l'infini (∞) et lui dit rattrappe moi alors. C'est juste pour vous dire qu'il ne faut pas minimiser un individu, car on ne sait pas ce qu'il deviendra demain. La roue tourne et tout peut changer du jour au lendemain

Invention

En occident, Maxwell Chikumbutso aurait pu être l'un des plus grands inventeurs du 21^e siècle

Inventeur polémique, cet ingénieur africain a inventé un hélicoptère spécial, une voiture électrique et un drone. Autodidacte de nationalité zimbabwéenne, Maxwell Chikumbutso a fait la une des journaux il y a quelques années, après avoir inventé le premier hélicoptère qui convertit directement les radiofréquences en énergie propre et renouvelable.

Maxwell Chikumbutso est également l'inventeur d'une voiture électrique et d'un drone de surveillance. Son hélicoptère biplace est si unique qu'il peut fonctionner avec 6 types de carburants différents.

Dans ses recherches, l'inventeur a aussi développé une technologie d'énergie verte qui, affirme-t-il, est révolutionnaire car elle convertit directement les radiofréquences en énergie

propre et renouvelable. Il a, pendant des années, sollicité le gouvernement zimbabwéen pour des permis qui joueraient un grand rôle dans son programme de production de masse alors qu'il cherchait à concurrencer les Européens, les Américains et les Asiatiques dans ce secteur innovant.

N'ayant trouvé aucun succès auprès du gouvernement zimbabwéen, il a été débauché par le gouvernement américain.

« Le gouvernement américain a vu ce que l'Afrique n'a pas vu dans mes inventions révolutionnaires et la Californie est maintenant notre maison. J'ai toujours aimé l'Afrique et je suis si fier d'être né et d'avoir grandi en Afrique.



Je reviendrai sûrement au Zimbabwe où tout a commencé », a déclaré Chikumbutso aux médias. Malgré tout le potentiel qui est le sien, cet inventeur

prolifère qui peut faire la fierté de l'Afrique aux yeux du monde entier, n'arrive pas à percer comme cela se doit. Si rien n'est fait pour Maxwell Chikumbutso, il

disparaîtra dans l'anonymat et ses créations n'auront rien apporté à son pays et à son continent.

Affo-Djèlè Alarba

Numérique au service des professionnels

Edole Africa, l'innovation du Togolais Kodjo Aïd Otou qui relie ouvriers, cadres et employeurs dans le BTP

Le Togo regorge de nombreux talents capables d'impulser le développement du pays et d'apporter des réponses à de nombreuses difficultés auxquelles font face les entreprises sur le terrain. C'est le cas de l'ingénieur Kodjo Aïd Otou. Cet ingénieur BTP formé au Togo, a développé des outils pour répondre aux besoins du secteur de la construction. Il partage son temps entre gestion d'entreprise et développement de solutions numériques.

Kodjo Aïd Otou est ingénieur en génie civil et entrepreneur togolais. Il est le directeur général d'Edole Africa, une entreprise qu'il a fondée pour simplifier les activités de construction grâce à la technologie.

Créée en décembre 2020, Edole Africa développe une plateforme numérique destinée aux acteurs du bâtiment et des travaux publics. Elle met à disposition une base de données regroupant main-d'œuvre qualifiée, matériel en location, expertise et assistance technique. Basée à Lomé, l'entreprise a lancé ses opérations en Côte d'Ivoire en février 2024. Son modèle s'appuie sur une marketplace qui facilite l'accès aux compétences et aux équipements.



Kodjo Aïd Otou, auteur de la plateforme Edolé

« Grâce aux outils technologiques (site web et application), Edole Africa permet à toute personne d'accéder, en un seul clic, à des centaines de loueurs partout au Togo, en économisant un temps précieux à chaque location. Les plateformes Edole Africa Sarl agrègent l'offre de plusieurs sociétés et loueurs indépendants, triés sur le volet pour garantir 98

% de disponibilité et louer tous types de matériels. La société propose des services pour libérer la clientèle de toutes les contraintes de la location traditionnelle », explique Kodjo Aïd Otou.

L'entreprise se charge de négocier et comparer les prix avant toute proposition sur sa plateforme. Les utilisateurs peuvent

réserver, gérer et suivre leurs commandes depuis un espace unique.

Kodjo Aïd Otou est aussi le directeur général d'Archange Constructions, une entreprise qu'il a fondée en 2018. Il est diplômé de l'université Formatec, où il a obtenu en 2012 une licence en génie civil. Il est certifié en stratégie d'entreprise par HEC Paris et a reçu le

grade d'officier de l'Ordre du mérite social.

Sa carrière professionnelle a commencé en 2014, où il a exercé comme conducteur de travaux à la Société des Études et exécution des bâtiments et travaux publics (EEBTP) jusqu'en 2016.

Football/CAN féminine 2024

Les Super Falcons sur le toit de l’Afrique, les Black Queens au mérite

Au bout d’une finale spectaculaire samedi 26 juillet 2025, le Nigeria réalise une "remontada" face au Maroc et remporte son 10e sacre en Coupe d’Afrique des Nations féminine CAF TotalEnergies.



Le Nigeria sacré champion

Le Nigeria a réalisé une remontée sans précédent en deuxième mi-temps pour vaincre le Maroc, pays hôte, 3-2 et remporté sa 10e couronne de la Coupe d’Afrique des Nations féminine CAF TotalEnergies (WAFCON), samedi soir au Stade Olympique de Rabat. Menées 2-0 à la mi-temps devant un public marocain partisan, les Super Falcons ont démontré leur pedigree et leur résilience, revenant dans le match grâce à une finition clinique et une détermination pure pour consolider leur statut de reines du football africain.

Les buts d’Esther Okoronkwo, Folashade Ijamulusi et un but victorieux en fin de match de Joe Echegini ont renversé la solide avance du Maroc en deuxième mi-temps, surprenant les Lionnes de l’Atlas qui espéraient décrocher leur tout premier titre continental à domicile. La finale avait tous les ingrédients d’un classique : un pays hôte cherchant à couronner une génération dorée, et l’équipe féminine la plus titrée d’Afrique, désireuse de réaffirmer sa domination.

Le Maroc a connu un début de match de rêve. À seulement 12 minutes du coup d’envoi, la capitaine Ghizlane Chebbak a ouvert le score d’une frappe brillante de l’extérieur de la surface. Elle a enroulé le ballon à ras de terre pour tromper

la gardienne nigériane Chiamaka Nnadozie. Le public local a explosé, sentant l’histoire s’écrire. Les Lionnes de l’Atlas ont consolidé leur avance à la

24e minute lorsque Sanaâ Mssoudy a doublé la mise.

Mssoudy a conclu avec brio une passe lumineuse d’Ibtissam Jraïdi. L’attaquant qui a fait preuve d’une grande efficacité a envoyé le ballon dans le coin inférieur droit des buts adverses. Mené 2-0 à la pause, le Nigeria se retrouvait face à une tâche ardue. Mais le discours de l’entraîneur Justin Madugu à la mi-temps a suscité une réaction enthousiaste des Super Falcons.

Le retour a commencé juste après l’heure de jeu lorsqu’une main de Nouhaila Benzina a donné lieu à un penalty, qui a été froidement transformé par Okoronkwo pour porter le score à 2-1. Un penalty confirmé par la VAR. Dès lors, le Nigeria a pris le dessus. À la 71e minute, Okoronkwo s’est transformé en passeuse glissant un ballon impeccable dans la course d’Ijamulusi, qui a envoyé une frappe du gauche dans la lucarne pour égaliser. Alors que le match se dirigeait vers les prolongations, le Nigeria a trouvé le but victorieux. Un coup franc bien travaillé d’Esther Okoronkwo (encore elle), trouve Joe Echegini, qui a calmement marqué à la 88e minute pour sceller un renversement dramatique. Malgré la pression tardive et une vague d’attaques marocaines, les Super Falcons ont tenu bon dans les dernières minutes tendues du temps additionnel.

Ce fut une fin déchirante pour l’équipe marocaine de Jorge Vilda, qui avait impressionné tout au long du tournoi et qui cherchait à devenir la quatrième

nation à soulever le trophée de la CAN Féminine après le Nigeria, la Guinée équatoriale et l’Afrique du Sud. Mais la soirée a souri aux Super Falcons, propulsées par l’expérience, la profondeur et l’esprit de compétition vers un autre titre africain - leur 10e en 13 éditions.

Le triomphe du Nigeria a non seulement prolongé son héritage inégalé sur le continent, mais a également passé un message retentissant selon lequel, même face à des challengers émergents, elle reste l’équipe à battre dans le football féminin africain.

Désillusion Sud africaine, le Ghana s’offre la troisième place

Un soupçon d’orgueil, beaucoup d’abnégation, et une fin à couteaux tirés, le Ghana a terminé sa CAN féminine CAF TotalEnergies 2024 sur une note victorieuse, en dominant l’Afrique du Sud, tenante du titre, à l’issue d’une séance de tirs au but crispante. Les Black Queens ont renversé la situation après avoir été menées, et trouvé les ressources mentales pour aller chercher cette médaille de bronze. Un lot de consolation mérité au regard de leur parcours.

La première période a surtout été marquée par la prudence des deux équipes, peu enclines à se découvrir. Pourtant, l’Afrique du Sud s’est procuré la première

opportunité dès la première minute sur corner, avec un tir de Linda Motlhalo qui a frôlé le montant. Le Ghana, de son côté, a peiné à installer son jeu. La tentative de Doris Boaduwaà à la 15e minute n’a pas inquiété Andile Dlamini. À la demi-heure de jeu, les Sud-Africaines ont perdu un temps précieux à cause de blessures simultanées de Motlhalo et de Dlamini, toutes deux brièvement sorties. Mais c’est bien l’Afrique du Sud qui a trouvé l’ouverture juste avant la pause.

À la 45e minute, Nonhlanhla Mthandi a profité d’une sortie ratée de la gardienne ghanéenne pour pousser le ballon au fond et inscrire le premier but du match. Une avance logique, alors que les Ghanéennes peinaient à conclure leurs actions offensives. Dès la reprise, Desiree Ellis a tenté de rafraîchir son onze en faisant entrer Refiloe Jane et Kgaelebane Mohlakoana. L’impact a été immédiat, avec une tentative cadrée de Hildah Magaia bien captée par la gardienne ghanéenne. Mais ce sont bien les Black Queens qui ont progressivement pris le dessus.

Le tournant du match survient à la 67e minute. Alice Kusi, déjà très active sur son côté, hérite d’un ballon dans la surface et déclenche une frappe croisée qui ne laisse aucune chance à Dlamini. Égalisation logique (1-1), tant les Ghanéennes avaient haussé le ton depuis l’heure de jeu. La suite a été une

haché. Seoposenwe pour l’Afrique du Sud et Nancy Amor côté ghanéen ont eu les dernières opportunités, sans parvenir à forcer la décision. Comme le règlement le prévoit pour la petite finale, il n’y a pas eu de prolongation : place directement à la séance des tirs au but.

Dans cette épreuve des nerfs, les Sud-Africaines ont rapidement pris l’avantage grâce à Motlhalo et Mbane, alors que Boye-Hlorkah manquait pour le Ghana. Mais le vent a tourné. Alice Kusi a relancé les siennes (2-2), puis Cynthia Konlan, la gardienne ghanéenne, a sorti deux arrêts décisifs face à Holweni et Magaia. Le Ghana a eu chaud lorsque Jennifer Cudjoe a vu sa tentative arrêtée, mais le VAR a permis à la tireuse de s’y reprendre, le pied de Dlamini ayant quitté sa ligne. Cette fois, la balle a fini au fond (3-2). Seoposenwe a égalisé (3-3), mais Nancy Amor, avec sang-froid, a offert la victoire au Ghana (4-3).

Pour cette édition, la prime du vainqueur est doublée par la CAF, passant de 500 mille dollars à 1 million de dollars, soit 650 millions de FCFA. La dotation financière globale de la compétition progresse de 45%, atteignant 3,475 millions de dollars (environ 2,258 milliards de FCFA). Initialement prévue pour 2024 mais reportée à cause des Jeux olympiques de Paris, la Coupe d’Afrique des Nations féminine 2024 a présenté le nouveau visage



Match de classement entre le Ghana et l’Afrique du Sud

série de tentatives avortées, des fautes tactiques à répétition, et un rythme

du football féminin africain.
Luc Biova

La Direction Générale

BULLETIN D'ABONNEMENT



tm
TOGOMATIN



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

BP: 30117 Lomé-Togo
 Tél: 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail: atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
 Profession ou activité:
 Adresse: / BP:
 Tél: / E-mail:

► **Je m'abonne**

01	Abonnement mensuel:	5.000 FCFA
02	Abonnement trimestriel:	15.000 FCFA
03	Abonnement semestriel:	20.000 FCFA
04	Abonnement annuel:	40.000 FCFA

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS
DISPONIBLE EN 24H



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

